Fête de Beauregard Dimanche 5 juillet 2015

Monsieur le Sénateur, Cher Henri Monsieur le Maire de Marmande, Cher Daniel Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs les adhérents de l'UDI 47, Chers amis,

Nous voilà rassemblés pour la 21^{ème} ou 22^{ème} fois, on ne sait plus très bien, à Beauregard pour notre traditionnel rendez-vous des centristes lot-et-garonnais.

Quels que soient les bonheurs ou les malheurs du temps présent, Marie-Agnès et moi sommes heureux de recevoir nos amis fidèles, de passer un bon moment ensemble, à la fois à rompre le pain et à échanger sur la vie politique locale et nationale.

Merci à l'équipe organisatrice et à sa cheftaine, Martine Bevilacqua, qui a pris avec bonheur le relais de Jean-Paul Larrat. Faire la fête de la fédération UDI, des centristes, c'est du travail : les invitations, les tables, les chaises ... En votre nom à tous, Merci à la dream team de Martine, à chacun et à chacune des bénévoles, ils étaient 20 ce matin dès 8h00!

Alors dans quelle ambiance sommes-nous à la veille de ces vacances 2015 ?

Vous me direz tout à l'heure, lorsque je passerai vous saluer personnellement, quelles sont vos convictions, vos attentes, vos espoirs, mais aussi vos craintes et sans doute vos colères sur certains dossiers.

Faites-le. Cette fête sert aussi à cela. A se parler, se dire les choses fraternellement, c'est à dire en vérité, que la vérité soit agréable ou dure à entendre.

Mais je vais profiter de ce discours pour vous dire dans quel état d'esprit je suis en ce qui me concerne.

Je me permettrai d'abord de vous parler de politique nationale et internationale. Deux sujets dominent notre actualité et quoi qu'on dise, nous interpellent et nous travaillent au plus profond de nousmême.

Ces deux sujets sont la crise grecque et les attentats terroristes.

Je voudrais que sur ces deux sujets nous ayons une réflexion collective de bon niveau, et qu'ensuite, lorsque nous aurons pris connaissance sérieusement des faits, nos convictions de centristes nous permettent d'avoir sur ces deux sujets, nous ayons une position forte, sereine, conforme à nos valeurs.

* Sur la crise grecque : les faits se sont accélérés

Le gouvernement grec décide dans la nuit du 26 au 27 juin, de soumettre ses propositions au peuple grec.

Le 27 juin 2015, lors d'un conseil des ministres prévu de longue date, les ministres des finances de l'Eurogroupe considèrent qu'Athènes a cessé unilatéralement les négociations et indiquent que le plan d'aide s'arrêtera au 30 juin 2015.

Depuis le 30 juin, la Grèce est officiellement en cessation de paiement. Aujourd'hui, les grecs votent et doivent répondre à une question simple : « Approuvez-vous les propositions des institutions financières européennes ? »

Continuons un peu le scénario prospectif. Le dimanche 5 Juillet, il est probable que le peuple Grec répondra « Non » à ce référendum, fournissant ainsi à son Premier Ministre Alexis Tsipras la légitimité politique de sortir de l'Euro et de l'Union Européenne.

Pour la première fois, l'Europe peut se défaire d'un de ses Etats Membres

Reconnaissons qu'il n'est pas facile de se forger ses propres convictions par rapport à ce feuilleton Grec qui dure depuis 5 ans et dont certaines dimensions – et notamment la dimension monétaire – sont carrément hermétiques à la plupart d'entre nous.

Et pourtant, trois leçons fortes émergent pour nous Français et plus spécialement pour nous, adhérents centristes pour qui la construction Européenne fait partie de notre ADN :

1ère leçon (éternelle, celle-là) : pas de souveraineté nationale véritable sans finances publiques en ordre de marche. Tsipras peut fulminer et dire que : « Ce n'est pas M.Schalble – du nom du Ministre des finances Allemand - qui dictera l'avenir du peuple Grec »

En attendant, c'est quand même un peu comme cela que cela se passe. Il est bon de commencer à bien se le graver dans nos têtes et dans nos cœurs, quand les sirènes du front du refus de l'austérité se feront entendre à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Or, nos finances publiques françaises sont d'ores et déjà à l'orange : Déficit des comptes publics/PIB : 4,1% et dette publique/ PIB : 100%.

2ème leçon : La faute majeure, initiale a été faite à l'entrée de la Grèce dans la zone Euro. Des comptes falsifiés ont été présentés par la Grèce à l'Union Européenne. C'est un scandale! Il faut absolument en tirer les leçons et durcir les procédures d'accueil pour de nouveaux arrivants (Balkans, Serbie.....).

3ème leçon : Aujourd'hui, il faut avoir l'ouïe bien fine pour entendre quelque chose de précis concernant cette crise en provenance de la France et de sa diplomatie. Oh, François ! Réveille-toi ! Dans cette crise, et quelles que soient les responsabilités grecques — et elles sont lourdes- il manque dramatiquement une initiative française pour sortir de cette impasse. Sans être des spécialistes de l'économie et encore moins des experts en politique monétaire, on sent bien que la solution passe par donner la priorité aux réformes de structure, au retour rapide à l'équilibre budgétaire, et surtout à la construction d'un véritable Etat de droit (cadastre, fiscalité, lutte contre la corruption, etc...).... par l'acceptation que le remboursement de la dette doit être reconnu comme une priorité seconde.

Il est temps que notre Président de la République rappelle aux Allemands leur propre histoire financière....En effet, après le plan Marshall, à la sortie de la guerre, en 1953, l'Allemagne a bénéficié d'une réduction de 65% des dettes publiques accumulées avant 1933 et après 1945.

Pour nous, Centristes Français, la crise Grecque doit nous appeler à la vigilance absolue autour d'une conviction forte : « Nous ne laisserons pas défaire l'Europe ! »

On ne jette pas un de ses enfants, quelques soient ses torts, en dehors de la maison familiale.

* Nous avons aussi vécu le week-end dernier de nouveaux attentats dans l'Isère, mais aussi à l'étranger avec les assassinats dramatiques sur les plages de Tunisie, et dans une mosquée chiite au Moyen-Orient.

Ne nous cachons pas la vérité, cette affaire du terrorisme islamique nous percute dans nos convictions les plus profondes.

Il est important, en tant que militants politiques, d'y réfléchir ensemble.

Nous allons maintenant rentrer dans une période très douloureuse, celle de l'analyse à froid de ces attentats terroristes sur notre sol, une fois retombée la ferveur de l'union nationale exceptionnelle qui a accompagné ces évènements.

Cette analyse va faire émerger une réalité très dure, très violente : la France est en guerre avec le terrorisme et plus spécialement avec le terrorisme islamiste. Le mot "guerre" est encore discuté dans les médias à propos des évènements de ces derniers jours. Mais, cette dure réalité s'imposera. Resituons ces évènements dans la longue durée.

La France est intervenue ou intervient depuis deux ans, en Libye, au Mali, en Irak et en Syrie. A chaque fois, nous le faisons — et nous avons raison, à mon avis, de le faire - avec notre armée, nos troupes d'élite contre différents groupes terroristes islamistes (Al Quaïda, DAESH, etc....).

Cela porte un nom. Cela s'appelle faire la guerre. Et, la conséquence première de cette situation est qu'il faut se préparer à subir là où cela fait mal, c'est-à-dire sur notre territoire national, la réponse armée et sanglante de nos ennemis. Or le peuple français, à l'occasion de ces évènements, découvre que cet ennemi-là dispose de la capacité de nous frapper en France, à Paris, au cœur de la nation.

Et s'il le peut, ce n'est pas seulement qu'il dispose de bases d'entraînement, de financements importants à l'étranger, mais aussi et surtout parce qu'il peut s'appuyer sur des citoyens français en nombre relativement important — Mohamed Merah, les frères Kouachi, Coulibaly sont tous des citoyens français — pour en final perpétrer ces crimes. Soyons clairs. Une telle situation, par sa durée sur plusieurs années, par les forces humaines et matérielles considérables engagées aussi bien par la France que par ses ennemis, mérite qu'on ne fasse pas sur son compte de déni de réalité

Cette guerre risque de durer longtemps. Aucune des raisons qui l'ont amenée — intégrisme anti-occidental dans les pays arabes et en France, rôle et responsabilités de la France en Afrique Occidentale, etc.... ne va s'évanouir et disparaitre rapidement. Pensons juste un instant aux treize années de guerre menée avec des moyens considérables en Afghanistan par les Etats-Unis et à la situation très fragile, avec les Talibans aux portes du pouvoir, laissée par ces mêmes américains au moment de leur départ de ce pays.

Alors que faire ? D'abord résister à la tentation trop humaine de répondre à notre colère, à notre chagrin, à nos peurs par la désignation immédiate d'un bouc-émissaire tout trouvé dans ces

circonstances, à savoir les musulmans de France. Les mois qui viennent vont être particulièrement dangereux à cet égard et nous devons combattre avec la plus grande vigueur cette peste de la division qui porte en elle les germes affreux de guerre civile. En aucun cas, nos concitoyens musulmans ne peuvent être tenus comptables des atrocités terroristes. Il faut l'affirmer avec la plus grande force.

Faut-il pour autant les exonérer de tout effort spécifique ? je ne crois pas. Ils doivent améliorer la gouvernance de l'Islam de France de manière à ce que celui-ci soit un véritable magistère moral à la fois par le caractère incontestable de sa désignation démocratique et par l'autorité morale de ses représentants. Ils doivent surtout produire un discours de clarification totale par rapport aux discours sectaires et pour tout dire un peu dingues d'appel au Djihad émis à destination des musulmans de France.

Pour le reste, la France va devoir se mettre en guerre contre le terrorisme islamiste. D'abord sur le front extérieur. Dans les jours qui viennent, les questions, toutes plus dures les unes que les autres, vont émerger : « Pourquoi les frères Kouachi étaient fichés, suivis aux Etats-Unis et pas en France ? Pourquoi Hayat Boumédienne, la compagne de Coulibaly a-t-elle pu rejoindre la Syrie début Janvier ?».....Il va falloir faire un travail énorme d'amélioration de nos renseignements. Cela va coûter beaucoup d'argent, prendre du temps, de l'argent et du courage. Mais je suis confiant. Nous allons faire le travail.

Plus compliqué sera le travail social à faire à destination des jeunes français actuellement sensibles aux discours de propagande islamistes. Nous avons abandonné tout discours répondant à la quête de sens de la vie, laissant le champ libre aux discours haineux, sectaires et fous des islamistes. Il va falloir reparler, avec nos jeunes, sens de la vie, projets, sagesse....Il va falloir aussi tenir bon sur la priorité à l'emploi des jeunes qui doit redevenir une de nos priorités, si l'on veut les vacciner contre les discours aussi fous que faciles des sergents recruteurs du Djihad.

Oui, il est probable que cette guerre dure. Il nous faut donc mentalement nous préparer à combattre dans la durée. Les Anglais dramatiquement seuls au début de la 2ème guerre mondiale contre l'Allemagne Nazie et ses alliés qui collectionnaient les victoires, n'avaient qu'une réponse à la question de l'attitude à tenir pendant la guerre : « Keep Calm and carry on ! ». « Restez calme et continuez notre chemin », sans jamais faire le cadeau politique de la désorganisation et de la panique aux terroristes. C'est, de toute évidence, la bonne réponse citoyenne.

La France, vieux peuple démocratique qui en a vu d'autres, saura se mettre en résistance dans la durée.

- Et au niveau local où en sommes-nous?

Eh bien, je ne vous apprendrai rien en vous disant qu'après avoir fait dans le Lot-et-Garonne des municipales brillantes, à Agen, à Marmande et dans plusieurs villes du département, nous avons perdu les départementales.

Pourquoi nous les avons perdues, comme d'ailleurs tous les départements du grand sud-ouest les ont perdues ?

Je veux y revenir devant vous, non par un quelconque réflexe morbide mais parce qu'il y a des leçons à tirer de cet échec notamment pour les régionales qui se profilent.

Nous avons perdu en Lot-et-Garonne d'abord parce qu'ici, dans un département de culture rurale, la percée du FN nous affaiblit, nous, la droite et le centre républicain, plus que la gauche.

La première leçon est donc claire, nous sommes en opposition frontale avec le front national.

Pour les prochaines élections y compris pour les présidentielles de 2017, contrairement à ce que pensent de manière aveugle et sourde certains d'entre nous, ce ne sera pas eux (le FN) avec nous (la Droite et le Centre), mais eux contre nous, et en finale, en matière de victoire qui seule compte en politique, eux ou nous.

Deuxièmement nous avons perdu parce que nous n'avons pas su nous adapter aux changements de période politique, le bon vieux clivage droite gauche c'est fini.

Nous sommes maintenant rentrés dans une période politique de tripartisme avec le FN qui, en Lot-et-Garonne, se situe entre 25 et 30% d'électorat.

Dans ce contexte-là, la règle est simple : gagnera le bloc qui sera le plus solide, qui sera le plus uni, et nous ne l'avons pas été assez aux départementales.

Nous devons l'être aux régionales et c'est bien parti avec une liste d'union Les Républicains / UDI / MODEM conduite par Virginie Calmels.

La candidature de Virginie Calmels est une chance pour l'Aquitaine, pour notre nouvelle grande région.

Femme jeune de 45 ans, entrepreneur, elle va bousculer positivement notre région et nous devons lui apporter notre soutien.

A elle de veiller à construire une liste ouverte notamment pour que le centre ait sa juste place, et où les territoires, y compris ceux comme le Lot-et-Garonne, qui seront à la marge de grandes régions soient aussi entendus et respectés.

Je serai heureux de lui apporter mon soutien et mon expérience.

Avec Daniel Benquet nous avons proposé de construire notre liste dans le respect des 3 territoires Agenais, Villeneuvois et Marmandais mais autour des deux agglomérations les plus importantes du département gérées par notre famille élargie de la droite et du centre : Agen et Marmande.

Nous espérons en final que notre proposition sera acceptée.

Voilà ce que je tenais à vous dire quant à mon regard et mes convictions sur les enjeux majeurs de notre actualité locale et nationale, mais notre fête c'est aussi un moment de rencontre entre amis, alors profitons ensemble de l'été, de l'ombre généreuse des cèdres de Beauregard qui eux aussi en ont vu d'autres.

Je vous souhaite un très bon repas et un très bon moment ensemble.

N'oubliez pas de renouveler votre adhésion à l'UDI et pour ceux qui le veulent au Nouveau Centre.

Nous entons dans une période politique qui nous amènera jusqu'au sommet de l'élection présidentielle de 2017.

Bonnes vacances à tous, reposez-vous bien, vous l'avez mérité et il faut que vous soyez tous en forme pour la campagne des régionales qui démarrera dès la rentrée de septembre.

Je vous remercie.